



janv/14

## CTL 10 janvier

# Les agents se sont rassemblés devant la direction

Le CTL convoqué le 7 janvier, et boycotté par les 3 organisations syndicales CGT-Solidaires Finances Publiques et FO a été reconvoqué le 10 janvier.

Si FO a siégé, la CGT et Solidaires Finances Publiques ne s'y sont pas rendus et ont organisé ce même jour, une HTII pour inviter tous les agents de la DDFiP de la Creuse à un rassemblement devant la direction à 9 heures.

Environ 60 personnes étaient présentes ainsi que la presse (La Montagne et l'Echo Creuse) et les radios locales (France Bleu Creuse et Radio Pays de Guéret) pour couvrir l'évènement.

A cette occasion, les agents ont accroché symboliquement à la grille de la direction (boulevard de Saint Pardoux) étrangement fermée (car ouverte d'ordinaire !), une photo représentant des cercueils symbolisant les 30% d'effectifs perdus depuis l'an 2000 en Creuse ainsi qu'une gerbe de fleurs à la mémoire des 6 emplois supprimés en 2014.

Ensuite, ces mêmes agents ont souhaité rencontrer le directeur afin d'entamer un dialogue.

Mais, ils se sont retrouvés face à un agent dont la mission était de filtrer les entrées du bâtiment.

Pourquoi ?

Malgré cela, et en toute pacification, ils ont pu pénétrer dans les locaux.

Le CTL a été interrompu et la direction, peut-être de peur de débordements, a accepté de discuter avec les agents pendant une heure.

Le Directeur a été apostrophé sur divers points:

- Tout d'abord, les agents ont déploré que les visites de service s'effectuent toujours en fin de matinée ou en fin d'après-midi. Le service du **Service Publicité Foncière** d'Aubusson en a d'ailleurs récemment fait les frais. En effet, Monsieur le Directeur s'est rendu au SPF un vendredi à 16 H 30 pour annoncer la suppression d'un agent C et le transfert du service sur le site de Guéret. Quand ? Comment ? Pourquoi ? Problème de communication ? A ce propos, les risques psychosociaux ont été abordés.

Il a tenté de justifier cette malheureuse maladresse mais sans convaincre. Il a même fait son mea culpa : dorénavant, lors de ses visites, il commencera par rencontrer les agents à une heure convenable et finira par le chef de service.

- Ensuite, le dialogue social a été abordé. Notre constat est qu'il existe de nombreuses pistes d'amélioration : grilles fermées, agent filtrant les entrées, syndicats non informés des restructurations envisagées...
- Puis, concernant les suppressions d'emplois, le directeur, fébrile, a tenté une explication et s'est félicité de la suppression de 6 emplois au lieu de 8 (suite à sa négociation avec l'interrégion...) Eh oui tout se négocie !!! « Les marges de manœuvres existent » alors pourquoi ne pas faire mieux l'an prochain avec 0 suppression...
- De plus, il a été interpellé sur l'évolution du service de la **Caisse des Dépôts et Consignations** : les chèques seront traités au centre d'encaissement de Lille. Or, certaines informations tendent à indiquer que Lille n'est pas en mesure d'absorber ce surcroît de travail. Le directeur est confiant et stipule qu'il n'y aura aucun problème. **Pourtant, des retards d'encaissements des chèques sont constatés mensuellement.** Affaire à suivre...
- Pour finir, concernant la suppression de la trésorerie de Bellegarde, le directeur a été interpellé sur le manque de communication de cette restructuration. En effet, tous les maires n'ont pas été consultés. Le directeur a admis avoir rencontré prioritairement « les grands maires ». A ce propos, il lui a été fait remarqué qu'il n'y avait pas de grands ni de petits maires, mais des maires élus représentants de la population avec des responsabilités identiques.

## Le directeur a écouté mais a-t-il entendu ?

### A suivre...



